

Le miracle socialiste espagnol n'en est pas un

Abstract :

La gauche cite inlassablement l'Espagne de Pedro Sánchez comme la preuve qu'une politique socialiste pourrait encore produire des résultats probants en Europe. Rien n'est moins vrai. Les chiffres cachent une tout autre réalité :

- *Le PIB espagnol croît effectivement plus rapidement (+3,5% en 2024) que dans le reste de l'Europe (+1,1%) mais cette croissance est due à un effet rattrapage depuis le Covid (-10,9% de PIB en Espagne en 2020 contre -4,8% en Belgique) et est perfusée à la dépense publique.*
- *En Espagne, le PIB par habitant est sensiblement plus bas que dans le reste de l'UE (-17%) et qu'en Belgique (-37%). Concrètement, l'Espagnol moyen est sensiblement plus pauvre que le reste des Européens.*
- *Entre 2019 et 2024, le PIB par habitant a crû bien moins rapidement en Espagne (+3,2%) qu'en Belgique (+4,8%). Cela veut dire que lorsque la gauche parle de « miracle économique espagnol », elle oublie de mentionner qu'en termes de richesse produite par habitant, la Belgique a fait (beaucoup) mieux que l'Espagne sur la même période.*
- *En 2024, le salaire moyen d'un Espagnol était 43,5% inférieur à celui d'un Belge.*
- *L'Espagne connaît un chômage massif (en 2025, 10% de la population active) – son taux de chômage est presque le double de celui de l'UE et sensiblement plus élevé que le taux belge (chiffres Eurostat). Le chômage y est limité à 2 ans.*
- *Le risque de pauvreté en Espagne (26%) est sensiblement plus élevé que dans le reste de l'Europe (21%) et qu'en Belgique (18%).*
- *L'Espagne présente un taux d'inégalités sociales (indice de Gini) de 33%, bien plus élevé que dans notre pays (27%).*
- *Le pays connaît une crise du logement sans précédent : il manque 635 000 logements, ce qui pousse fortement les prix à la hausse. Aujourd'hui les locataires dépensent en moyenne 40% de leurs revenus pour s'acquitter de leur loyer.*

La gauche s'abstient de rappeler un élément essentiel : c'est bien un gouvernement de droite – sous Rajoy – qui a sorti le pays de la crise de la dette souveraine avec des mesures structurelles favorisant la croissance et permettant une diminution de la dépense publique. Le gouvernement Sanchez a hérité d'une situation favorable et n'a fait que détricoter les mesures libérales prises par son prédécesseur – l'Espagne en paie aujourd'hui le prix.

Le gouvernement Sanchez est par ailleurs l'un des plus corrompus d'Europe : escroquerie, favoritisme, affaires de mœurs et trafic d'influence. Il vient d'annoncer son intention de régulariser un demi-million de clandestins et est plus impopulaire que jamais.

1. Introduction

La gauche rappelle sans cesse et avec mauvaise foi que mener une politique socialiste, faite d'augmentations d'impôts et de régularisations massives de personnes en séjour illégal est la solution miracle : « regardez l'Espagne ! » proclame la gauche, « la croissance du PIB y est importante ! » dit-elle.

Il est surprenant que la gauche prenne le seul indicateur de la croissance - concept qu'elle critique régulièrement - comme mesure d'un soi-disant miracle espagnol. Ce faisant, elle omet de mentionner que la création de richesse par habitant a été plus faible en Espagne qu'en Belgique pendant la même période, que le risque de pauvreté est bien plus important en Espagne qu'en Belgique et que l'Espagne connaît un taux de chômage qui est proche du double du niveau belge.

De nombreux indicateurs, qu'ils soient économiques, financiers ou sociaux, se sont détériorés en Espagne sous la direction du gouvernement socialiste de Pedro Sanchez.

La gauche s'abstient également de rappeler que c'est bien un gouvernement de droite, sous Mariano Rajoy, qui a redressé les finances et l'économie du pays après la crise de la dette souveraine entre les années 2010 et 2012. C'est Rajoy qui a pris des mesures structurelles pour relancer la croissance et limiter la dépense publique – préparant le terrain pour Pedro Sanchez, qui a hérité d'une situation favorable et n'a fait que détricoter les mesures libérales de Rajoy.

De plus, le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez – qui n'est autre que l'actuel président de l'Internationale Socialiste - souffre d'une impopularité grandissante due à des scandales de corruption, de favoritisme, de trafic d'influence et d'affaires de mœurs.

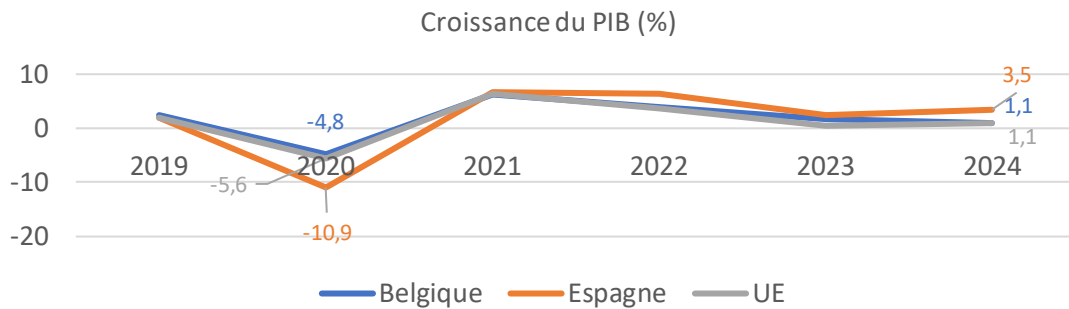
2. Indicateurs économiques et financiers

Produit Intérieur Brut - Réel

- L'Espagne affiche en 2025 un taux de croissance supérieur à la Belgique et à la moyenne de l'Union Européenne – mais l'Espagne vient de bien plus loin. **Il s'agit en réalité d'un rattrapage.**
- **En effet, la crise Covid a eu un impact bien plus grand sur l'économie espagnole que sur le reste du continent**, voici en 2020 l'évolution du PIB¹ :
 - Espagne : -10,9%
 - Belgique : -4,8%
 - Union Européenne : -5,6%

Les raisons de la sous-performance massive de l'Espagne sont plurielles mais on peut citer la dépendance au secteur du tourisme et un certain manque de diversification de l'économie du pays.

¹ Source : Banque Mondiale



2

- Ce constat est très important à souligner : l'Espagne présente un taux de croissance qui est aujourd'hui plus élevé que la moyenne européenne car **elle est encore en train de rattraper le retard massif qu'elle a pris lors de la crise Covid.**
- De plus, la croissance que connaît actuellement l'Espagne est notamment tirée par des facteurs qui sont insoutenables à moyen terme. En effet, **la pression fiscale a augmenté** ce qui a permis au gouvernement Sanchez d'**augmenter la dépense publique** et donc de tirer artificiellement la croissance vers le haut.
- Selon un rapport de la banque espagnole BBVA, la dépense publique en % du PIB a augmenté de 4% par rapport au niveau pré-Covid. Selon le même rapport, **l'augmentation de la dépense publique explique 60% de la croissance du PIB depuis 2019³ : l'économie espagnole est véritablement perfusée.**
- **Une croissance qui ne s'appuie pas sur une économie productive solide et artificiellement soutenue par la dépense publique financée par de la dette et des impôts comporte des risques importants :** l'économie réelle et productive se trouve entravée par les hausses d'impôts qui sont inévitables, les forces vives et entrepreneuriales se trouvent limitées et, à la moindre nouvelle crise, l'emballement arrive.
- **Lorsque la gauche belge vante les résultats économiques de Sanchez, elle prend soin de passer sous silence des indicateurs qui témoignent d'une situation économique beaucoup moins favorable que ce qu'elle prétend.**

Produit Intérieur Brut par Habitant

- La gauche belge relaie un unique indicateur économique – la croissance du PIB – mais omet un tas d'autres informations qui sont pourtant primordiales pour décrire de manière rigoureuse le niveau de prospérité d'un pays. La richesse par habitant est un indicateur clé.
- **Le tableau ci-dessous présente les PIB par habitant de la Belgique, de l'Union Européenne ainsi que de l'Espagne et leur évolution de 2019 à 2024⁴ :**

en €	2019	2024	Δ '19-'24
Belgique	42.400	44.440	+4,8%
UE	32.270	33.650	+4,3%
Espagne	26.930	27.800	+3,2%
vs Belgique	-36%	-37%	
vs UE	-17%	-17%	

² Source : Banque Mondiale

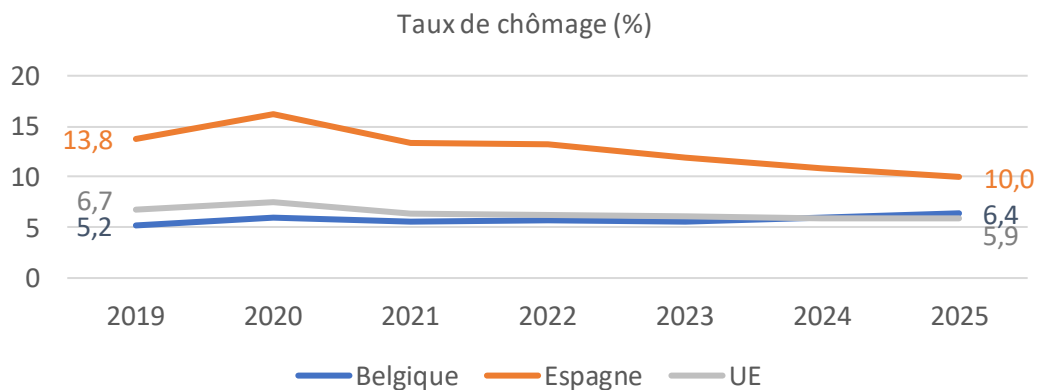
³ Source : BBVA Research, "Spain : the public sector after the COVID crisis", 2024

⁴ Sources : Banque Mondiale, Eurostat

- Le constat est saisissant : en 2024, le PIB par habitant de l'Espagne était 37% plus faible que celui de la Belgique et 17% plus faible que la moyenne de l'Union Européenne.
- Cela se traduit très clairement sur les salaires : en 2024, le salaire moyen d'un Espagnol est 43,5% plus faible que celui d'un Belge⁵.
- Mais ce n'est pas tout : entre 2019 et 2024, le PIB par habitant a crû (+3,2%) plus lentement que celui de la Belgique (+4,8%) et de l'Union Européenne (+4,3%).
- Pour le dire concrètement, l'Espagnol est sensiblement plus pauvre que le Belge ou l'Européen moyen. Mais surtout, alors que la gauche parle de « miracle économique espagnol », elle oublie de mentionner qu'en termes de richesse produite par habitant, la Belgique a fait (beaucoup) mieux que l'Espagne sur la même période.

Emploi et Productivité

- Un autre indicateur essentiel permettant d'apprécier la santé réelle de l'économie espagnole est le taux de chômage en % de la population active.



6

- La situation espagnole est peu enviable : **son taux de chômage en 2025 est sensiblement supérieur au taux belge se situe presque au double du taux moyen de l'Union Européenne. Il faut également préciser que le régime espagnol est limité à 2 ans maximum.**
- L'Espagne souffre également d'un **problème de productivité** et la situation s'est détériorée fortement sous le gouvernement Sanchez : selon la banque espagnole BBVA, la valeur ajoutée produite par équivalent temps plein est **inférieure au niveau pré-Covid de 2019**. Cela est dû notamment à **l'augmentation importante des incapacités de travail.**

Conclusion

- Le taux de croissance du PIB espagnol - +3,5% en 2024 - est effectivement plus important qu'en Belgique - +1,1% - ainsi que dans l'Union Européenne. Mais prendre cette unique métrique en compte trompe la réalité.
- Dans les faits, la croissance espagnole est tirée par un effet rattrapage du Covid et est perfusée à la dépense publique : elle est artificielle.

⁵ Source : Eurostat

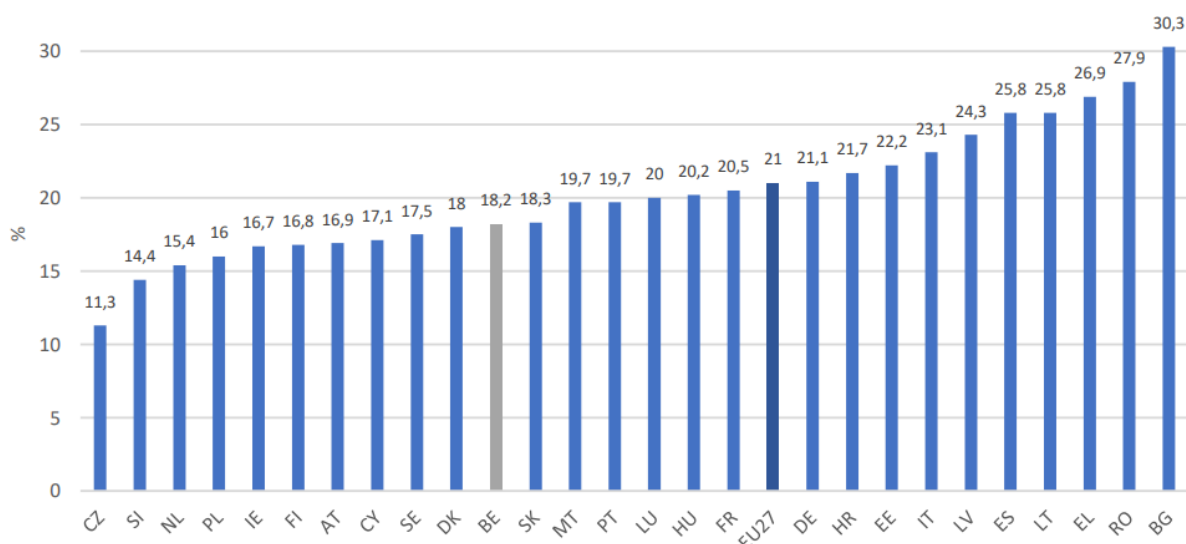
⁶ Source : Eurostat

- Les autres indicateurs économiques espagnols sont mauvais : la population espagnole est victime d'un chômage de masse, elle reste plus pauvre que dans le reste de l'UE et surtout l'Espagne a créé bien moins de richesse par habitant que la Belgique et le reste de l'Union depuis 2019. Le gouvernement socialiste de Sanchez fait, à cet égard, beaucoup moins bien que son prédécesseur de droite Mariano Rajoy. Le mythe d'un miracle économique socialiste espagnol ne résiste pas l'épreuve des chiffres.

3. Indicateurs sociaux

Risque de pauvreté

- Selon le rapport du SPF Sécurité Sociale qui se base sur les statistiques Eurostat, le taux de risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Espagne est de 25,8% en 2024 (voir graphique ci-dessous). Cela représente plus d'une personne sur 4, c'est colossal. Selon la Fondation Foessa, ce taux est plus grand encore pour les mineurs d'âge.
- A titre de comparaison, ce taux est de 18,2% en Belgique et de 21,0% pour la moyenne européenne.



7

- Il s'agit d'un indicateur persistant et structurel que le gouvernement Sanchez, au pouvoir depuis juin 2018, n'a pu endiguer en presque 8 ans de mandat.

Inégalités sociales

- **La Banque Mondiale classe l'Espagne dans le peloton de tête des pays les plus inégalitaires** du monde occidental avec un coefficient de Gini⁸ de 33,4%⁹, bien au-delà de celui de la Belgique (26,8%). A titre d'illustration, les inégalités en Espagne sont plus proches de celles d'un pays tel que la République Dominicaine (38,4%) que de la Belgique.

⁷ Sources : SPF Sécurité Sociale, Statbel, Eurostat

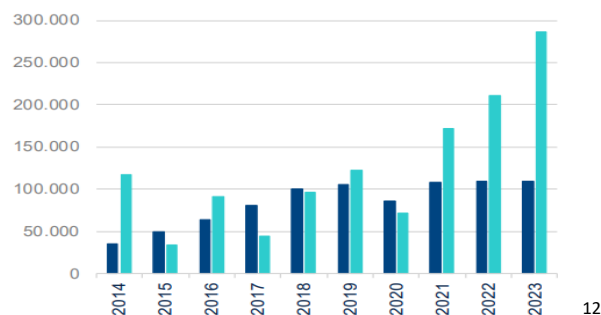
⁸ Coefficient de Gini : 0% étant un pays présentant une égalité parfaite, 100% étant une inégalité extrême

⁹ Source : Banque Mondiale

- Un autre constat inquiétant est que ce niveau d'inégalité persiste en Espagne et frappe plus durement les jeunes générations – **ce qui compromet l'égalité des chances et la mobilité intergénérationnelle.**

Crise du logement

- **L'Espagne traverse une crise du logement sans précédent** : la banque espagnole BBVA constate que le pays présente fin 2025 un **déficit de logements de 635.000 unités**¹⁰. Le **taux espagnol de construction de nouveaux logements par habitant est parmi les plus faibles de l'UE** et est resté tristement stable ces dernières années.
- Il est malheureux de noter que le manque de logements pèse principalement sur les familles de la classe moyenne et en particulier sur les jeunes. **L'accès à la propriété s'est considérablement dégradé depuis l'arrivée au pouvoir de Pedro Sanchez en 2018.**
- BBVA note que la surréglementation entourant la construction de nouveaux logements a introduit un fort climat d'incertitude, qu'elle diminue la rentabilité des projets et qu'elle est un obstacle aux économies d'échelle. Tous ces éléments ont mené à une baisse de l'investissement privé¹¹.
- Les mesures prises récemment incluent notamment l'allongement de la durée des contrats de bail ou la réduction des garanties pour les propriétaires – des mesures qui viennent paralyser le marché.
- **Le pays connaît depuis des années une distorsion très forte entre le nombre de nouveaux foyers (dans le sens 'familles') et la disponibilité de nouveaux logements** – comme l'illustre le graphique ci-dessous :



12

La partie claire illustre le nombre de nouveaux foyers tandis que la partie foncée illustre la disponibilité de nouveaux logements.

Il est très frappant de noter la différence de tendance entre le début du mandat de Pedro Sanchez et de son gouvernement socialiste en 2018 – année pendant laquelle un quasi-équilibre existait entre les deux métriques – et les années qui ont suivi : **le décrochage s'amplifie à une vitesse folle.**

- Ces données ne sont pas que des chiffres ; elles illustrent le déclasserement d'une partie de la population :
 - o Les jeunes restent de plus en plus longtemps dans le logement de leurs parents.
 - o Le montant moyen des loyers explose : +11.3% en 2024, +5.9% en 2025¹³.

¹⁰ Source : BBVA Research, "Spain – The economy is facing the challenge of sustaining growth in an uncertain world", 2026

¹¹ Source : BBVA Research, "Reasons behind the scarce supply of housing", 2024

¹² Source: BBVA Research, "Reasons behind the scarce supply of housing", 2024

¹³ Le Courrier d'Espagne, « Le prix des loyers augmente en moyenne de 5,9% en glissement annuel », 2026

- Les locataires consacrent en moyenne 40% de leur salaire au paiement de leur loyer. Cette situation devient intenable avec une croissance annuelle des loyers de cette ampleur.

Régularisation massive des personnes en séjour illégal

Début 2026, le gouvernement espagnol dirigé par Pedro Sánchez a adopté par décret royal un plan de régularisation massive visant les personnes en séjour illégal présentes sur le territoire espagnol avant le 31 décembre 2025. Initialement estimé à environ 500 000 bénéficiaires par le gouvernement, le nombre réel de personnes éligibles pourrait atteindre 840 000 selon le think tank Funcas¹⁴.

4. Les fruits des mesures d'un gouvernement de droite

La situation sociale et économique de l'Espagne est loin d'être enviable – contrairement à ce que la gauche proclame.

Mais plus encore, **c'est bien un gouvernement de droite qui a sorti l'Espagne de la situation financière catastrophique dans laquelle se trouvait le pays au moment de la crise de la dette souveraine – survenue entre 2010 et 2012.**

Le gouvernement Rajoy, au pouvoir de fin 2011 à 2018, a accompli des résultats spectaculaires pour remettre le pays sur la voie de l'apurement budgétaire et du retour de la croissance. **Toutes les mesures prises par Mariano Rajoy sont à l'opposé de celles prises par Pedro Sanchez.**

En effet, après près de 8 années du gouvernement socialiste de José Luis Zapatero (avril 2004-décembre 2011), la situation de l'Espagne était devenue catastrophique. Quelques chiffres pour illustrer cela :

- A fin 2011, **le taux de chômage de la population totale s'établissait à 23%**, le pire taux de chômage de l'Union Européenne après la Grèce.
- A fin 2011, **le taux de chômage des moins de 25 ans atteignait 55%**.
- En 2010 et 2011, **le déficit public s'élevait de 9% du PIB.**
- La dette publique s'était emballée : en 2004, année de l'arrivée de Zapatero, la dette représentait 45.3% du PIB. En 2011, cette dette atteignait 69.5% du PIB – **cela représente une augmentation de 24%, c'est colossal.**

L'héritage du gouvernement Zapatero était dramatique, tant sur le plan social que sur les plans économique et financier.

Mis en place en décembre 2011, **le gouvernement de Mariano Rajoy (droite) a dû prendre des mesures courageuses pour assainir structurellement les dépenses de l'Etat :**

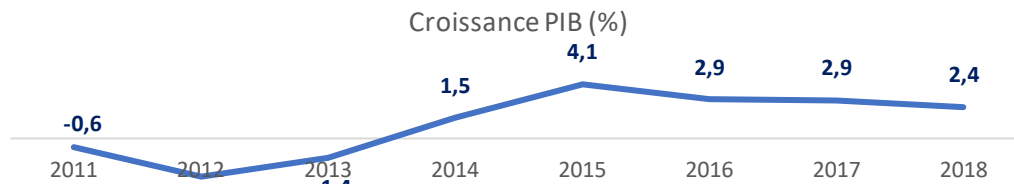
- Les budgets des ministères ont été réduits de 17% en moyenne¹⁵.
- Les recrutements de fonctionnaires ont été gelés.
- Des avantages salariaux indus ont été abolis.
- La pression fiscale sur les entreprises a été diminuée pour favoriser la croissance.

¹⁴ Funcas, « La población extranjera en situación irregular en España a comienzos de 2025 : una estimación », 2026

¹⁵ Contrepoints – IREF, « En Espagne, les ministères sont au régime (très) sec », 2012

- Des incitants fiscaux ont été mis en place pour favoriser l'embauche dans les petites entreprises.

La recette du gouvernement Rajoy était simple : diminuer la dépense publique et stimuler la croissance. Les résultats ont été spectaculaires :



16

La croissance du PIB de l'économie espagnole a continué de souffrir des erreurs du passé lors des premières années du mandat de Mariano Rajoy.

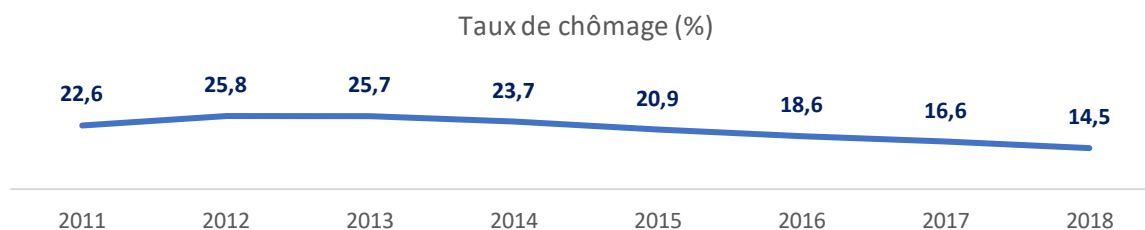
A partir de 2014, les mesures en faveur de l'économie et de l'emploi ont mené à des taux de croissance du PIB impressionnants.

Contrairement à la période Sanchez, le Gouvernement Rajoy a fait progresser le PIB par habitant bien plus vite que certains autres pays européens : entre 2011 et 2018, il a augmenté de 9,7%¹⁷ alors que ce chiffre augmentait de 4,9% en Belgique sur la même période. **La richesse des Espagnols a grandi plus rapidement que celle des autres Européens avec des mesures de droite. Les années Sanchez ont produit l'effet diamétralement opposé avec des mesures de gauche.**

Voici les chiffres du PIB par habitant sur la période concernée :

en €	2011	2018	Δ '11-'18
Belgique	39.670	41.610	+4,9%
Espagne	24.260	26.620	+9,7%
<i>vs Belgique</i>	<i>-39%</i>	<i>-36%</i>	

Cette performance est également illustrée par la diminution fulgurante du taux de chômage sous le gouvernement de droite de Rajoy tel qu'illustré sur le graphique suivant :



18

¹⁶ Source : Banque Mondiale

¹⁷ Sources : Banque Mondiale, Eurostat

¹⁸ Source : Eulerpool

Les enseignements :

- D'abord, **l'économie et la croissance ne souffrent pas d'un allègement de l'appareil public.** Au contraire, les moyens dégagés par des mesures d'assainissement budgétaire peuvent être utilisés pour diminuer la pression fiscale sur les citoyens et les entreprises – c'est une condition sine qua non pour assurer la croissance de l'économie. **C'est à l'opposé de la politique que Sanchez a mise en place.**
- Ensuite, le gouvernement Rajoy nous prouve que **seules des mesures structurelles et d'ampleur peuvent retourner une situation économique, sociale et budgétaire difficile** – telle que nous la vivons aujourd'hui en Belgique.
Il est clair que **le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez récolte certains des fruits de mesures courageuses prises par un gouvernement de droite** – il a hérité d'une situation très favorable qu'il met à mal par ses mesures fiscales, réglementaires, budgétaires. Le Gouvernement Sanchez est en train de dilapider cet héritage en augmentant les inégalités et la pauvreté, en raréfiant le logement, en augmentant la pression fiscale et réglementaire et en refusant l'économie de deniers publics. Les indicateurs espagnols sont en train de se dégrader.

5. Le gouvernement Sanchez est gangrené par la corruption

La gauche nous dresse le portrait d'un Pedro Sanchez et d'un PSOE exemplaires et providentiels. Rien n'est plus faux : une série de scandales de corruption, d'affaires de mœurs, de favoritisme font de ce parti, au pouvoir depuis 2018, l'un des plus corrompus d'Europe. Voici une liste non exhaustive :

- L'affaire Koldo, dévoilée au grand jour en février 2024, met en cause l'ancien Ministre des Transports de Sanchez, José Luis Abalos, et son conseiller Koldo Garcia Izaguirre. Ce dernier est **accusé à ce jour d'être au cœur d'une vaste escroquerie** ayant permis à une société d'obtenir, lors de la crise Covid, un **juteux contrat de pas moins de 53 millions €** de fourniture de masques. L'instruction est encore ouverte et cette affaire a mené à une **commission d'enquête parlementaire visant notamment Pedro Sanchez**. Abalos a été placé en détention provisoire le 27 novembre 2025.
- **La femme de Pedro Sanchez** est visée par une **enquête pour corruption et trafic d'influence**. Elle a été accusée d'avoir profité des fonctions de son mari pour récolter des financements privés en échange de faveurs à une entreprise dans l'attribution de marchés publics. En septembre 2025, **le juge chargé de l'enquête a requis son renvoi devant un jury populaire**.
- Le premier magistrat du pays, **le Procureur Général Alvaro Garcia Ortiz**, choisi et défendu par Pedro Sanchez, **a été condamné fin 2025 par la Cour Suprême espagnole pour violation du secret judiciaire à 2 ans d'interdiction d'exercice de sa fonction**. C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un Procureur Général est condamné alors qu'il est en fonction.
- **Le PSOE est accusé de trafic d'influence pour avoir favorisé le frère de Pedro Sanchez dans l'accès à un emploi public.**
- **Plusieurs affaires de harcèlement sexuel éclaboussent également le parti de Pedro Sanchez.**

Depuis des mois donc, le parti socialiste au pouvoir détruit ce qui lui restait de crédibilité. Cela est non seulement triste pour tout citoyen espagnol mais les conséquences sont encore plus graves : elles entraînent une instabilité politique majeure en Espagne.

Le gouvernement espagnol ne dispose pas d'une majorité au sein du Congrès (l'équivalent de la Chambre des Représentants) : il dispose de 146 députés (PSOE + Sumar) sur 350. Cette coalition est soutenue par une série de petits partis (notamment indépendantistes) représentant 33 sièges. Il s'agit donc d'une majorité très bancal qui ne manque pas d'être inefficace : les petits partis prennent la liberté d'exercer du chantage sur le PSOE – cela étant exacerbé par les différents scandales auxquels il fait face.

Le Parti Populaire Espagnol (droite), quant à lui dispose de plus de sièges (137) que le PSOE (120).

6. Sources

- Croissance du PIB : Banque Mondiale
[GDP growth \(annual %\) | Data](#)
- Augmentation de la dépense publique en % du PIB en Espagne : BBVA
[Rafael Domenech El-
sector_publico_en_Espana_tras_el_COVID_Actualidad_Economica_El_Mundo.pdf](#)
- Produit intérieur brut par habitant : Banque Mondiale, Eurostat
[GDP per capita \(constant LCU\) - European Union | Data](#)
[\[sdg_08_10\] Real GDP per capita](#)
- Salaire moyen : Eurostat, Euronews
[Classement des salaires en Europe : quels pays ont le salaire moyen le plus élevé ?](#)
- Taux de chômage : Eurostat
[\[une_rt_m\] Unemployment by sex and age - monthly data](#)
- Risque de pauvreté : SPF Sécurité Sociale
[monitoring_report_international_comparison_finaal.pdf](#)
- Coefficient de Gini : Banque Mondiale
[Gini index | Data](#)
- Déficit de logements en Espagne : BBVA
[Rafael Domenech 2026 la economia espanola ante el reto de sostener el crecimiento
_en_un_mundo_incierto_Revista_Inversion_WB.docx](#)
- Etat du marché du logement espagnol : BBVA
[Situación Inmobiliaria Jul19](#)
- Evolution des loyers espagnols : Le Courrier d'Espagne
[Le prix des loyers augmente en moyenne de 5,9 % en un an en Espagne, pour atteindre 1 184
euros. - Le Courrier d'Espagne](#)
- Nombre de personnes éligibles à la régularisation en Espagne : Funcas
[Nota-Coyuntura-Social_Enero-2026.pdf](#)
- Réduction des dépenses des ministères sous Rajoy : Contrepoints – IREF
[En Espagne, les ministères sont au régime \(très\) sec - Contrepoints](#)
- Evolution du taux de chômage espagnol sous Rajoy : Eulerpool
[Eulerpool](#)